

## Collectif Rrom des associations de l'agglomération lyonnaise

*Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde-Lyon, ATD-Quart-Monde Rhône-Alpes, ALPIL (Action lyonnaise pour l'insertion par le logement), C.L.A.S.S.E.S. (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien aux enfants des squats), RESF (Réseau Education sans Frontières)-Lyon, Resovigi, Médiation et accompagnement des demandeurs d'asile, Arts et Développement, Ecologie-solidarité-citoyenneté Tassin, A.S.E.T. 69 (Association pour la scolarisation des enfants tziganes), Gref.*

Les associations, réunies en collectif, qui travaillent sur le terrain de la Soie à Villeurbanne depuis l'installation du bidonville en septembre 2006 ont pris connaissance du rassemblement organisé par le comité de quartier de Cusset. Elles ont tenu à s'y rendre, non pas pour y participer, mais pour faire connaître aux habitants du quartier leur point de vue : Ces associations sont soucieuses que le bidonville de la Soie puisse être fermé dans les meilleurs délais, mais surtout dans les meilleures conditions possibles pour les familles qui l'occupent.

Depuis l'installation des Rroms, après, entre autres, leur expulsion de Saint-Priest, puis de Pierre-Bénite, elles se sont efforcées d'aider ces familles démunies dans leur vie de tous les jours : aide aux besoins vitaux : eau, sanitaires, nourriture, santé, scolarisation, démarches administratives auprès des autorités publiques.

Depuis le mois de février, elles soutiennent la mission que la Préfecture du Rhône a confiée à l'ALPIL. Cette mission doit permettre la réorientation des familles rroms du terrain de la Soie vers des lieux d'hébergement et de logement conformes au respect de la dignité humaine et à leur choix de mode de vie.

Ce processus a commencé : il est long, difficile, mais indispensable pour qu'on ne voit pas, ailleurs dans l'agglomération lyonnaise, se reconstituer de nouveaux bidonvilles. Il ne peut donc pas être interrompu par une expulsion précipitée qui n'aurait pas été précédée par le relogement de tous les habitants du bidonville recensés au mois de février.

Le collectif rrom des associations de l'agglomération lyonnaise comprend fort bien la gêne qu'une telle situation peut représenter pour les habitants du quartier. Il a apprécié que le Comité de quartier ait, dans son tract d'appel au rassemblement d'aujourd'hui, parlé de « prise en charge décente et digne pour les familles ». Mais il s'en tient fermement à sa position : plus de bidonvilles, mais pas d'expulsion sans solution durable.